

RELANCE DE L'ÉCONOMIE EUROPÉENNE POST-COVID : QUEL EST LE RÔLE DES PME ?

Par Alban Maggiar,
Président de SME United
de janvier 2020 à décembre 2021



Les PME représentent 99,8 % de toutes les entreprises, 2/3 des emplois et près de 53 % de la valeur ajoutée créée dans l'Union européenne. La prospérité des petites entreprises et l'environnement entrepreneurial florissant sont étroitement liés à l'économie et la société européennes qui peuvent stimuler l'innovation et assurer une bonne cohésion sociale et régionale.

La pandémie de Covid-19 a entraîné une récession sans précédent avec une baisse considérable des activités économiques et d'importantes pertes de revenus pour les entreprises et les ménages. Cela est d'autant plus vrai pour les indépendants, les dirigeants de PME et leurs employés. Malgré certains signes de relance notés dans le Baromètre SMEUnited (automne 2021), l'incertitude demeure pour l'avenir. En outre, en raison d'une nouvelle vague alimentée par divers variants de Covid et suite au rétablissement des confinements

dans certains pays européens, les perspectives semblent tout sauf prometteuses d'ici la fin de l'hiver. De nombreuses PME, même celles qui ont de bonnes perspectives économiques, sont toujours en difficulté financière en raison d'un niveau d'endettement accru. Dans certains cas, la restructuration demeure la seule solution à la disposition des PME pour rester solvables. Par ailleurs, les mesures sanitaires mettent les entreprises sous pression, ajoutant d'autres dépenses et d'autres obstacles.

RELANCE ET GOULOTS D'ÉTRANGLEMENT POSSIBLES

La relance de l'économie européenne dépendra fortement de l'utilisation efficace des fonds européens et de la mise en œuvre de « NextGenerationEU ». Les plans nationaux de relance et de résilience doivent combiner les investissements avec les réformes nécessaires pour améliorer l'attractivité des investissements, la qualité des services publics et l'efficacité des administrations. Les instruments disponibles doivent fournir les ressources financières nécessaires pour permettre aux PME viables de se relancer, de renforcer leurs fonds propres, d'innover et d'investir. En outre,

les banques exigent un cadre réglementaire approprié pour continuer à financer les PME.

D'autres difficultés se profilent à l'horizon. La première concerne **les prix élevés de l'énergie** et des matières premières. SMEUnited a préconisé des mesures nationales, en commençant par la réduction des taxes et de la TVA à des taux minimums. De plus, nous avons recommandé des aides au revenu pour les plus vulnérables, un moratoire sur les pénalités de retard dans l'exécution des contrats, l'indexation des prix des marchés publics et l'accès aux futurs marchés de l'énergie et des matières premières pour les petites entreprises. Au niveau européen, SMEUnited a exhorté les autorités européennes de la concurrence et les régulateurs du marché à enquêter sur les abus possibles de la part des acteurs du marché, par exemple dans les marchés spot de l'énergie, le marché du système d'échange de quotas d'émission, le secteur du transport de conteneurs, etc...

Un autre sujet majeur pour les PME est le manque de personnel qualifié. Les employeurs ont en effet des difficultés à trouver des candidats qualifiés et à disposer des talents nécessaires. Pour favoriser l'employabilité des citoyens tout au long de leur carrière et la compétitivité des entreprises, l'apprentissage permanent et la formation continue sont des éléments clés. Des programmes doivent être conçus et mis en œuvre en fonction des besoins du marché du travail et en étroite coopération avec les partenaires sociaux.

DES RÈGLES DU JEU ÉQUITABLES POUR UNE DOUBLE TRANSITION

La transition numérique et la transition écologique constituent une étape importante pour la majorité des PME, en particulier les plus petites. La transition est encore plus difficile aujourd'hui puisque la pandémie a réduit la capacité d'investissement des PME. Pour obtenir des résultats, nous devons mettre en place un cadre juridique favorable au niveau de l'UE et au niveau national où la législation est adaptée aux PME et offre un environnement propice avec des mesures de soutien permettant

d'adopter et d'utiliser les technologies numériques et vertes. La standardisation est toute aussi importante pour soutenir la double transition. Dans les avancées numériques et vertes, les normes joueront un rôle essentiel dans l'interopérabilité et l'ouverture des marchés.

Lorsqu'il s'agit des objectifs environnementaux ambitieux mis en avant dans le Green Deal et le paquet climat, intitulé «Fit for 55», les demandes des PME doivent être au centre de l'attention dans la prise de décision. La **transition écologique** exige en particulier de la prévisibilité pour les investisseurs et de l'espace pour l'innovation. Afin que les PME puissent notamment bénéficier de la relance et rester sur le marché, la stratégie du Green Deal ne doit pas alourdir la bureaucratie, ni accroître leurs coûts. Parmi les mesures de soutien, citons notamment la fourniture d'informations sectorielles pertinentes, l'assistance technique au niveau local, un accès plus facile au financement pour assumer les coûts initiaux élevés engagés dans le cadre du passage d'une économie linéaire à une économie circulaire, ainsi que le perfectionnement et la réorientation de leur personnel vers de nouvelles compétences plus vertes.

Dans le cadre de la **transition numérique**, SMEUnited a soulevé le problème de l'équité lorsqu'il s'agit des relations avec les plateformes numériques. Concrètement, il est également nécessaire de réglementer les plateformes au niveau mondial afin de garantir l'équité, l'accès aux données et la justice fiscale. Des formations doivent être dispensées et des informations doivent être fournies en particulier aux dirigeants de PME et leur personnel. ■